

ENJEU SÉCURITÉ - Chiffrage du crime, journalistes police-justice hypnotisés : inquiétante spirale

LA VIE des bandits n'est pas rose tous les jours ; certes lucrative, elle reste périlleuse, incertaine : on apprécie d'avoir des amis dans les hautes sphères. Bien sûr, à la justice : naguère Mme Taubira ; là, M. Dupond-Moretti, applaudi par les taulards et hué par ses magistrats. Mais bon, un petit renfort, dans une Assemblée nationale où des voyous de la France Insoumise singent les lascars des quartiers hors-contrôle, fait toujours plaisir.

Dès lors, la criminalité "de voie publique" redouble. En vue même des sites olympiques, dans un Neuf-Trois grouillant de "keufs", d'impavides bandits se fusillent, deux morts, trois peut-être. Dans la Loire Atlantique, des troupeaux entiers de moutons sont volés - chacun sait par qui, mais les autorités feignent de l'ignorer. Au bord des autoroutes françaises, des touristes par dizaines sont dépouillés ; prédatons dites "à la péruvienne", pour qui douterait de leur caractère allogène.

Que des bandits viennent du Pérou piller la France dit tout du chaos criminel français ; n'empêche, le ministère de l'Intérieur, responsable du bazar, remporte une grande victoire : la domestication achevée de la plupart des journalistes "Police-Justice". Naguère, c'étaient des "journalistes d'investigation", mais, pudeur sans doute, ils ont délaissé ce qualificatif, car à présent, ils ne cherchent plus rien, se bornant à diffuser, sans hésitation ni murmure, la com' de la place Beauvau.

De cela, un énorme et récent exemple. Les 18 et 19 juillet, le *Journal du Dimanche*, *Valeurs Actuelle*, *Libération*, *France Info*, d'autres encore de tous bords, publient la même dépêche AFP sur l'explosion des "tentatives d'homicides" en France de 2016 à 2023 ; unanimes, sans nulle analyse, vérification, explication, recherche. Sous divers titres et couvertures, une collective Pravda avise ses lecteurs de la ligne du Parti-Beauvau.

Or il y a tant à dire sur cette malhonnête dépêche ; car l'apparente mauvaise nouvelle qu'elle diffuse en cache une pire encore, révélant la catastrophe sécuritaire générée par MM. Macron, Dupond-Moretti, Darmanin & co. Cette analyse, ces chiffres réels et expliqués, les voilà - à commencer par la dialectique entre "homicides" et "tentatives d'homicides" ; cruciale pour saisir l'état réel du crime dans notre pays.

D'abord, ce rappel sur les homicides, seule infraction sans "chiffre noir" ; sans écart entre la criminalité réelle, vécue par la population et le su par la police-justice. A contrario, les vols "à la tire" des pickpockets : d'usage, les autorités en savent 20% du total commis. Donc, chiffre noir = 80%. Ceci dit, retour aux homicides.

Dans les années-Macron complètes (2018-2023) les homicides et tentatives (2018 : 3 313 ; 2023 : 5 065) bondissent de + 53%. Pour les Bouches-du-Rhône et Marseille, de 2022 à 2023 (dernière année complète), homicides + tentatives, + 117% (CENT DIX-SEPT POUR CENT, de 76 à 165). France entière, homicides + tentatives, de 2022 à 2023, + 18%.

Ces chiffres sont les pires dans l'histoire de la statistique criminelle, en temps de paix.

Car bien sûr, ces explosions de tueries à deux chiffres, +18% sur UN AN, sans plus d'excuses-bidon à la COVID, s'empilent sur tous les crimes antérieurs. Or si lors d'une inondation, l'eau, naguère à vos chevilles, monte de 18%, elle atteint vos genoux ; mais si l'eau frôle votre menton et monte de 18%, vous êtes noyé.

Ces tripotages du SSMSI (statistiques de l'Intérieur) ... "tentatives" ici... "homicides" par-là, visent à effacer la gravité du choc ; à noyer le poisson. Cela, les médias précités auraient dû le dire à leurs lecteurs, mais ne l'ont pas fait. De plus, séparer "homicides" et "tentatives" est inepte - tout criminologue sait ça - voilà pourquoi.

Sur des taux d'homicides en France, la variable cruciale de ce demi-siècle n'est pas criminologique : c'est la médecine d'urgence, sa création, essais et généralisation dans les décennies 1960 et 1970. SAMU (Service d'aide médicale urgente) ... SMUR (Services mobiles d'urgence et de réanimation) ... services hospitaliers d'urgence : quand ce dispositif fonctionne dans la décennie 1980, prévaut la situation suivante :

- En 1970, qui est poignardé ou percé de balles dans la rue, chez soi, etc., meurt sept fois sur dix, de la prise en charge aux séquelles opératoires.

- En 1990, cette mortalité tombe à 3 sur 10, du fait de la nouvelle médecine urgentiste.

Tel est ce taux de sauvetage des blessés graves par une médecine née en France, au succès mondial. D'où l'ineptie de comparer les taux d'homicides d'avant 1990 à ceux du jour : désormais sauvés, des centaines de morts "potentiels" passent de la case "homicide" à "tentative". En France, le taux d'homicides "réussis" était en 1988 de 2,79/100 000 ; en 2023, de 1,15/100 000. Les tentatives d'homicide, elles, explosent en parallèle : de 1972 à 2023, additionner en France "homicides" et "tentatives" (4 015 en 2023), révèle un bond inouï de + 120% en ± 40 ans - cas unique dans l'Union européenne.

Grâce à la médecine d'urgence, les homicides "réussis" diminuent, interdisant désormais de les séparer des "tentatives" inabouties : les tripotages du SSMSI cherchent à le camoufler. **Est-ce vraiment le rôle des médias d'appuyer cette désinformation ?** ■